



DISCOURS DE S.E. M. LAZĂR COMĂNESCU
Ministre des affaires étrangères de la Roumanie

***A l'occasion de la 63ème session de l'Assemblée Générale des
Nations Unies***

- New York, le samedi 27 septembre, 2008 –

Vérifier au prononcé

STATEMENT BY H.E. MR. LAZĂR COMĂNESCU
Minister of Foreign Affairs of Romania

***63rd SESSION OF THE UNITED NATIONS GENERAL
ASSEMBLY***

- New York, Saturday September 27, 2008 –

Check against delivery

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

La Roumanie souscrit pleinement à la déclaration prononcée par S.E. M. Nicolas Sarkozy, Président de la République Française, au nom de l'Union européenne. Je voudrais juste ajouter quelques réflexions portant sur des questions d'intérêt particulier pour mon gouvernement.

La Roumanie a été jusqu'à assez récemment un pays qui recevait de l'assistance internationale. Nous sommes très reconnaissants à tous ceux qui ont manifesté leur solidarité avec le peuple roumain pendant le difficile et complexe processus de transformation économique et démocratique. Après moins de 20 ans depuis la restauration du régime démocratique, mon pays a commencé à étendre son aide publique au développement aux pays qui sont eux-mêmes en train de s'offrir un avenir plus prospère et une société plus libre et ouverte.

Je voudrais articuler mon allocution devant cette audience distinguée autour de la **responsabilité** et de la **solidarité**.

[Objectifs du Millénaire]

La question essentielle pendant la réunion à haut niveau du 25 septembre a été de revoir les objectifs du Millénaire et d'évaluer la faisabilité de leur accomplissement. Il ne s'agit point de juger leur justesse et rationalité bien évidentes, mais la viabilité de l'application de ces objectifs face aux nouveaux défis. La conclusion a été, à notre avis, que la détermination et la coopération internationale peuvent offrir la solution, pourvu que les *responsabilités* soient *assumées* et la *solidarité exercée*. La communauté internationale devrait accroître les signes concrets de solidarité et de coopération pour donner de la substance à l'idée de *communauté*.

[Changements climatiques, crise mondiale énergétique et de la sécurité alimentaire]

La *vulnérabilité de la nature* dérive inévitablement de nos moyens technologiques accrus de l'influencer d'une manière parfois irréversible, à travers les effets cumulatifs de l'action humaine. D'ici l'exigence morale d'une responsabilité envers l'avenir.

Nous ne pouvons pas trouver séparément ou individuellement des solutions à des problèmes qui nous affectent tous, notamment le réchauffement climatique ou la crise énergétique.

[Réforme de l'ONU]

Devant tous ces défis interconnectés il nous advient la responsabilité de mieux équiper l'Organisation des Nations Unies afin de lui octroyer les moyens nécessaires pour coordonner des actions communes efficaces. La revitalisation de l'Assemblée Générale, la cohérence du système institutionnel, la réforme du Conseil de Sécurité et pas en dernier lieu la réforme du Département des Affaires Politiques sont autant de chantiers sur lesquels il nous incombe la responsabilité d'avancer d'une manière significative.

[La réforme du Conseil de Sécurité]

La réforme du Conseil de Sécurité entrera dans l'étape des négociations intergouvernementales. Il est encourageant qu'un bon nombre de projets et d'initiatives aient essayé de trouver des dénominateurs communs. Tout projet de réforme du Conseil doit prendre en compte les aspirations légitimes de tous les groupes régionaux, dans l'objectif final d'avoir un Conseil de Sécurité plus représentatif, légitime, transparent et efficace. L'acceptation à l'unisson du fait que la réforme est nécessaire devrait être accompagnée par des gestes concrets de réconciliation et d'harmonisation des positions. Il est essentiel qu'on fasse des progrès sur une question qui nous préoccupe depuis 15 ans, mais qui avance à peine.

[Consolidation du Département des Affaires Politiques]

Si l'on attend des résultats de l'ONU il faut lui donner des ressources adéquates. Après la réforme du Département des Opérations de Maintien de la Paix, il est tout simplement logique de renforcer la capacité d'analyse, de médiation politique, de vision prospective et de diplomatie préventive du Département des Affaires Politiques. Mon pays est préparé à prêter, de nouveau, l'appui à l'initiative de consolidation institutionnelle, particulièrement au bureau régional européen à vocation de rayonnement dans les Balkans Occidentaux et la zone de la Mer Noire.

[Coopération avec les organisations régionales et transrégionales]

Les offices régionaux politiques de l'ONU peuvent amplifier la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales. Les ressources, l'expertise et l'expérience des diverses organisations régionales et sous-régionales doivent être mises dans une relation de synergie avec celles de l'organisation mondiale. La coopération productive entre l'ONU, l'Union Africaine et d'autres organisations sous-régionales dans les crises récentes de Darfur/Sudan, Kenya ou Zimbabwe constituent des exemples encourageants. Nous saluons la coopération constante de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) avec l'ONU. L'OIF pourra mieux exploiter les opportunités ouvertes en matière d'assistance technique sur le terrain, notamment en intensifiant sa coopération avec les Nations Unies en matière d'assistance pour l'organisation et l'observation des cycles électoraux.

[Démocratisation]

On a vu très récemment l'importance des processus électoraux libres, corrects et transparents. On a célébré le premier anniversaire de la Journée internationale de la démocratie, comme une excellente occasion de marquer cette importance. La Roumanie salue l'accroissement et l'enrichissement substantiel de la coopération au sein de la Conférence des démocraties nouvelles ou restaurées, et les efforts sans précédent du Qatar à cet égard.

Les défis actuels, très réels et, sûrement, très sérieux, doivent inciter à une coopération internationale renouvelée. Le réseau de solidarité démocratique qui appuie les pays sortant de conflits ou de régimes autocratiques est fondé sur une *axiologie de la liberté* qui rejette les menaces du terrorisme international et du radicalisme. Ceux-ci ont développé leur propre réseau, une sorte de mondialisation parallèle fondée sur la peur. Néanmoins, le réseau international de coopération ne devrait pas avoir en tant que lien coagulant *l'anxiété* et les *fragilités*, mais plutôt la propension naturelle des Etats et des

organisations qui *partagent* les mêmes valeurs, principes et objectifs fondés, vers la liberté, le respect des lois et la dignité de la personne. Permettez-moi de rappeler qu'à l'initiative de la Roumanie, l'Assemblée Générale a déjà adopté en 2000 une résolution compréhensive qui a réussi d'assembler les caractéristiques définitives de la démocratie.

Mr. President,

[Conflict prevention, peacekeeping and post-conflict reconstruction]

Peacekeeping missions remain a backbone of the UN's international role; especially taking into account the multidimensional nature of today's such missions. Post-conflict normalization and rebuilding should be an integral part of the international strategy to deal with potential breaches of peace or re-ignition of conflicts. My country acknowledges and praises the endeavors of the UN personnel, consisting of technical assistance, good offices and political mediation, in Kenya, Iraq, Myanmar, Northern Uganda, Somalia, Cyprus, Central African Republic and Nepal.

[Iraq and Afghanistan]

The progress made in Iraq and Afghanistan should trigger a renewed solidarity with the peoples of these countries. The efforts of the international community to stabilize and ensure the success of the ongoing deep transformations in Iraq and Afghanistan should be matched by the renewed commitment of the Iraqi and Afghani political leadership to reach compromises and comprehensive agreements, allowing for political reconciliation and economic development.

Romania remains committed to the democratic future of both countries, through assistance in the field of security, facilitation of the political dialogue, assistance for capacity building and institutional consolidation. Romania was the first among the countries that are not members of the Paris Club who agreed, in 2005, to the terms of debt relief for Iraq. The NATO Summit in Bucharest reconfirmed the solidarity and the engagement with Afghanistan. Any security agreements that will complement or replace the current security arrangements in Iraq have to take into account the need to ensure the protection of the UN personnel in order for UNAMI and the UN specialized agencies, funds and programs to properly fulfill their extended mandate in Iraq.

[Human Rights Council]

Romania has encouraging expectations following the start of the Human Rights Council's activity of the Universal Periodic Review mechanism. Under the Romanian presidency, the Council examined 32 national reports, including my country's own report. The debates generated recommendations and entailed commitments assumed by states in order to ensure the observation of the universal application of recognized international standards for human rights and fundamental freedoms.

We should not weaken our support to the Human Rights Council and to the Office of the High Commissioner.

[Internally Displaced Persons and refugees]

The widespread impact of humanitarian crises resulting from conflicts or natural disasters requires, again and again, our solidarity with the people in need. The tragedy of the 7

million Sudanese, of almost 5 million Palestinian refugees, 5 million Iraqi Internally Displaced Persons (IDPs) and refugees, 3 million Afghani refugees, 1.4 million Congolese or 1 million Somali IDPs, should catalyze concrete actions of assistance. The recent Georgian crisis also added to the number of international statistics of IDPs and refugees. Yet numbers as such should not obscure in our conscience the terrible individual tragedies implied by these humanitarian catastrophes.

Aware of this plight, Romania is preparing to host a special *Evacuation Transit Centre* for persons in urgent need of international protection and onward resettlement. This Center would provide temporary shelter for refugees facing immediate dangers in their countries of origin, pending final resettlement in third countries.

[Responsibility to protect]

The appalling humanitarian crises of the last decades should prompt a renewed effort to define ways to *prevent* and adequately *react* to such situations, and furthermore to *rebuild* for a durable conflict resolution. Further efforts should be made to forge a common understanding of the conditions and application of the principle of responsibility to protect. One of the fundamental duties of governments is to ensure the protection of innocent people, while one of the essential principles in international relations should be that of solidarity for human protection.

Romania firmly promotes international cooperation in the areas of crime prevention and believes that prosecutorial services represent one of the main pillars of the criminal justice system. My country is prepared to host, in March 2009, the Third World Summit of General Attorneys, Prosecutor Generals and Chief Prosecutors. The meeting is to be organized with the support of the United Nations Office on Drugs and Crime and will focus on the "Prosecutorial independence for effectiveness, integrity and public confidence". We are looking forward to welcome your distinguished representatives in Bucharest next spring.

[Protracted conflicts]

It has always been striking to hear the recurrent references to "frozen conflicts". Let us be honest: no conflict stays frozen indefinitely and without consequences. The recent crisis in Georgia proved that the international community **cannot hide or stay shy from dealing with uncertain situations under the assumption that they will simply disappear eventually**. On the contrary, uncertain situations, grey zones do gradually produce effects, do change the *status quo* and, under the apparent tranquility, can burst out the magma of delayed - and thus amplified - conflicts. *A dormant volcano can still be an active volcano*. **Unsolved issues carrying latent threats are not socially or politically neutral, since they generate new realities and risks to stability and security.**

Deferring the solution of a crisis is not a suitable answer. Only a negotiated formula, with the support of *bona fide* international and regional mediation and assistance, can provide long-term and enduring solutions. The *crisis in South Ossetia*, with its reverberations in Abkhazia and the entire state of Georgia and beyond, **should focus the attention of the international community on all protracted conflicts in the area, including Transnistria and Nagorno-Karabakh.**

We have to have a new energetic, comprehensive approach related to the so-called "protracted conflicts". It is time to commonly understand the danger and take action. The United Nations, the Security Council, should play their part and take that responsibility accordingly. Hesitations are not helping. **Full observance of all principles and norms of international law, territorial integrity of States included, is a must for all of us if we want peace, security, stability and prosperity to prevail.**

One of the main objectives of the international community should be to consolidate stabilization and a democratic future across the entire Black Sea area. Romania promotes a wide range of cooperation ideas in the Black Sea region. If we take a closer look we see a region with a large population, an important hub for energy and transport flows, a great economic potential. The United Nations should be there to assist the region not only in de-frosting conflicts, but also to help coastal countries in cooperating to solve problems related to pollution, illegal migration, organized crime and drug trafficking, so as to project stability and to support development.

[Disarmament, non-proliferation and terrorism]

Responsibility and solidarity are also basic pillars of the international norms in disarmament, non-proliferation and the fight against terrorism, be they traditional treaties – such as the Nuclear Proliferation Treaty (NPT), or newly established mechanisms like the Resolution 1540 (2004). First, an essential obligation of each state is the responsibility towards the effective and comprehensive implementation of its commitments by promoting the necessary legal framework as well as establishing appropriate mechanisms for verification and control. Romania has enacted and continues to strengthen several specific laws in order to translate into internal regulations the prohibitions against the development, acquisition, transfer and use of nuclear, biological, chemical (Weapons of Mass Destruction/WMD), radiological weapons, and the restrictions on conventional armaments. Second, there is a need for solidarity and cooperation at regional and multilateral levels, so that national measures and actions are recognized and implemented. Romania has always shown interest and availability to work together with all members of the international community in this respect. The most recent proof is the contribution of my country to the Seven Nations Initiative for nuclear disarmament and non-proliferation, launched by Norway in 2005. Concrete examples of our involvement are the international seminar on "*How can the Black Sea region contribute to improved global security*", hosted by Bucharest in 2007, as well as other activities aimed at promoting the objectives of this cross-regional initiative.

Monsieur le Président,

Je voudrais conclure par une plaidoirie en faveur du renforcement des Nations Unies et du multilatéralisme efficace.

Après tout, à l'issue de la guerre froide, il y a eu des voix qui mettaient en question la pertinence des Nations Unies. L'ONU n'a jamais manqué de critiques ou de sceptiques. Nous ne croyons pas qu'il se pose vraiment la question de *la recherche du sens perdu*. L'ONU reste l'organisation globale la plus ample, la plus inclusive, qui jouit d'une réputation et légitimité particulières. L'ONU fournit le forum pour que tous les Etats Membres, grands ou petits, riches ou pauvres, développés ou en voie de développement, fassent entendues et écoutées leur voix. Plutôt, la question c'est pour nous, les Etats Membres, de mieux doter l'organisation mondiale, ses agences spécialisées, fonds et programmes, pour qu'ils soient plus efficaces, responsables et cohérents devant tant de nouveaux ou persistants défis. Si l'impératif éthique, qui devrait nous encourager vers

une *responsabilité assumée* et une *solidarité prouvée* afin de faire avancer l'humanité, n'est pas suffisant, il faut, pourtant, regarder l'aspect pragmatique, celui de la logique utilitaire, qui nous suggère que le bien être du monde contribue au bien être de nos propres nations et citoyens.

L'histoire est un bon professeur à condition qu'on veuille entendre et apprendre ses leçons. Or, l'histoire nous révèle les vertus de l'action en commun et les bénéfices de la coopération. Nous sommes encore loin du rêve kantien d'un nouvel ordre mondial stable, démocratique et prospère, mais nous pourrions l'amener plus à la portée à travers le multilatéralisme et le renforcement de l'ONU.

Je vous remercie de votre attention.
